



Eric DUBOURGNOUX
Maire de Saint-Gervais-sous-Meymont
Suppléant du député André Chassaingne

Le mot d'Eric DUBOURGNOUX Il faut sauver notre système de santé

Mesdames, Messieurs,

L'actualité nous le démontre tous les jours, notre système de santé souffre d'un manque de personnels qui perturbe gravement le fonctionnement de nos établissements de santé. Durant plus d'un an, sous l'impulsion de notre député André Chassaingne, les parlementaires communistes ont rencontré les personnels et les résidents dans plus de 150 établissements de santé en France (Hôpitaux et EHPAD). Ils ont vu des agents usés par le manque de personnels et par des conditions de travail catastrophiques. Ces rencontres avec les personnels ont révélé l'urgence d'une nouvelle politique de santé pour faire grandir le service public hospitalier. Elles ont permis d'élaborer un plan d'urgence pour la santé et pour l'hôpital public que les députés communistes viennent de traduire en proposition de loi.

Cette pénurie touche non seulement les personnels de santé (infirmières, aides-soignantes, médecins) mais aussi les agents de service. Les grèves qui s'amplifient dans les services des Urgences et dans de nombreux établissements le démontrent : la protestation grandit pour exiger des embauches et des moyens matériels dans les hôpitaux et dans les EHPAD. Localement, nos EHPAD et nos hôpitaux à Thiers, Ambert et Billom subissent aussi les conséquences de la politique du gouvernement et voient leur capacité de soins se restreindre jusqu'à remettre en cause le droit à la santé de nos concitoyens.

C'est pourquoi, je vous invite à signer et à faire signer la pétition (voir au verso) pour soutenir les justes revendications des personnels de santé et exiger les embauches indispensables pour améliorer la qualité des soins et soulager la souffrance des personnels, des patients et des résidents. La santé est un droit fondamental auquel nous sommes légitimement attachés. Il n'est pas tolérable que le gouvernement continue de fermer des lits et des services. A qui fera-t-on croire que notre pays n'a pas les moyens de financer notre système de santé, alors que, chaque année, pour échapper à l'impôt, une poignée de privilégiés camouflent 80 milliards d'euros dans les paradis fiscaux? Alors que chaque salarié cotise pour financer la sécurité sociale, comment tolérer que ces sommes colossales soient dispensées de cotisations ?

En signant cette pétition, vous donnerez du poids aux interventions de notre député et à ses collègues qui agissent à l'Assemblée nationale pour que soit débattue la proposition de loi qu'ils ont déposée. Vous exigerez du gouvernement les moyens indispensables pour notre service public de santé en disant :

STOP aux suppressions d'emplois dans les hôpitaux et les EHPAD
STOP aux fermetures de lits et de services (maternités, chirurgie, urgences...)

